

Entretien avec Abderrahmane Djellal

*Adjoint au Maire de Grenoble,
chargé de l'économie sociale et solidaire,
de l'insertion et de la formation professionnelle*

Ecarts d'Identité : Vous êtes élu de la majorité municipale à Grenoble depuis 1995 et, actuellement vous êtes adjoint au Maire, chargé de l'économie sociale et solidaire, de l'insertion et de la formation professionnelle. Peut-être pouvez-vous rappeler d'abord le parcours de votre entrée en politique : sur quelles motivations, par quels biais ?

Abderrahmane Djellal : Je suis rentré un peu tardivement dans l'action politique. Mon engagement et mon implication furent d'abord associatives, en particulier sur le quartier de la Villeneuve. A l'époque, je finissais mes études et je souhaitais m'investir dans le quartier, en essayant d'apporter un regard pratique, associatif, de poser un certain nombre de questions du fait du diagnostic qu'on faisait à l'époque sur la réussite éducative, le parcours résidentiel, le vivre ensemble, un certain nombre de sujets

comme ça par lesquels je me sentais concerné. Je pensais qu'il était utile que je puisse participer à mon niveau à l'action locale par le biais associatif. Il se trouve que c'était dans une période agitée en France en ce qui concerne les quartiers populaires, les banlieues, etc. Et, de fil en aiguille, j'ai été repéré par les uns et par les autres comme pouvant intéresser du point de vue politique. Ceci dit, depuis que je suis en âge de voter, j'ai toujours voté socialiste, parce que c'est là que je me sens à l'aise politiquement même s'il y a toujours des choses à dire bien sûr à ce niveau. Et voilà, dans cette accointance, il y a des amitiés qui se sont liées, notamment avec quelques figures comme Michel Destot, le Maire actuel et Annie Deschamps. J'étais très présent sur le quartier et j'avais beaucoup travaillé avec eux. Mais aussi avec les élus de l'époque plutôt à droite. Entre parenthèses, ils me sollicitaient parce

que j'avais un profil peut-être atypique qui les intéressait. Mais le Maire actuel constituait sa liste pour 1995 et il est venu me voir en me disant qu'il souhaitait m'avoir soit dans son équipe de cabinet soit sur sa liste électorale. Et vu mon engagement, ça m'a intéressé de donner un coup de main pour reconquérir cette ville à gauche, mais je n'avais pas forcément envie d'être élu. Et puis, de fil en aiguille encore une fois, je me suis trouvé quand même sur sa liste, puis on a gagné les élections et puis le Maire a souhaité que l'aventure se poursuive. J'ai intégré la vie politique comme ça, par le biais d'un engagement associatif, de terrain et des rencontres avec des personnes avec qui je me sentais proche.

E. I. : Depuis 1995, c'est votre troisième mandat. Pendant ce temps, les choses ont beaucoup bougé et notamment l'enjeu de la représentation politique

de personnes issues de la diversité, pour employer le mot utilisé actuellement pour désigner les générations ou les minorités issues de l'immigration, est devenu crucial. Évidemment la question de la discrimination est passée par là, la question de la parité aussi, etc. Vous, vous étiez déjà dedans en quelque sorte. Comment vous avez vécu ces enjeux et quel regard vous portez sur eux actuellement.

A. D. : C'est un regard assez critique. D'abord positivement, parce que lors de cette période, certaines portes se sont ouvertes quand même dans ce monde politique qui était très « mono-culture » et « mono-couche sociale » globalement. Mais négativement aussi, parce qu'il le reste encore à certains niveaux. Quand on voit la composition de Sénat et de l'Assemblée nationale en particulier, ou même de certaines instances départementales, on se dit qu'il y a encore du chemin à faire sur cette question. Au niveau des municipalités, un chemin important a été fait, avec des vrais enjeux de participation à la vie locale. A cette échelle, ce qui a plutôt bien évolué c'est que les partis politiques, toutes tendances confondues, ont pris conscience que pour

aller devant les électeurs, il faut désormais essayer de représenter la société française dans sa diversité économique, culturelle et sociologique. A ce niveau, je trouve qu'il y a un chemin parcouru. A partir du moment que des personnes qui ont des origines étrangères sont représentées dans tous ces partis-là, le chemin évolue de manière collective. Ce serait une erreur que cela se fasse uniquement dans quelques partis et pas dans d'autres. Personnellement, je trouve que c'est bien parce que il y a une diversité dans tous les partis que la question avance sur le plan local. Mais, ce cheminement reste au milieu du gué. D'abord, parce que, même s'il y a eu quelques personnes nommées ministres ou des personnes nommées à certains niveaux avec de vraies responsabilités, on nous demande toujours de faire plus que tout le monde. On doit prouver à la société qu'on n'est pas un nullard du fait de nos origines, ce qui est fou, alors qu'on est là par nos compétences comme tous les autres. Et, d'un autre côté, on nous demande aussi d'être les représentants de personnes qui pourraient nous ressembler ou partager nos origines ethniques, ce qui n'est jamais une chose évidente, loin s'en faut. Parce que, tout de suite on

est catalogué d'« arabe de service », etc. alors qu'on ne dit pas cela des autres élus. Je trouve très dangereux cette manière de poser les responsabilités comme ça. On est là au même titre que tout le monde, par nos compétences et nos capacités. Que le monde politique puisse représenter la diversité de la société, c'est la moindre des choses, mais ce sont des personnes compétentes qui exercent les responsabilités. Après, il y a des choix de parité, etc. J'ai été par exemple content personnellement que Rachida Dati ait été nommée ministre de la justice. Cela lui a donné une dimension importante et, aujourd'hui, une capacité critique. C'est intéressant. Mais, en même temps, la partie n'est toujours pas gagnée parce que, par ce biais-là, ce sont des sortes de fusibles qui passent par pertes et profits à la moindre occasion. Donc, tant qu'il n'y aura pas une représentation dans ce qui est pour moi un des fleurons de la démocratie : l'assemblée nationale, on restera toujours au milieu du gué et on se racontera des histoires. Il reste ce chemin-là à parcourir. Et il serait important de le parcourir avant 2012 par exemple. Parce que si notre parlement prochain n'est pas plus représentatif de la sociologie

française, très honnêtement on donnera le sentiment aux Français que ce sera toujours les mêmes qui décident. Mais par contre, si on fait en sorte que la diversité sociale soit reflétée et que les débats sur les questions sociales soient sérieusement portées, je pense que les Français s'intéresseront de nouveau à la politique. Donc voilà, les choses avancent mais il reste à frayer le chemin dans un certain nombre d'instances : les instances des Maires, des Présidents des Conseils Généraux, les Présidents d'agglomérations, les Députés, les Sénateurs, etc. Là, il y a des enjeux très forts pour tous les partis politiques. Des enjeux où il ne s'agit pas seulement d'exposer quelques personnes pour montrer qu'on joue le jeu mais de transformer sérieusement le paysage politique. Ce ne sont pas les compétences qui manquent. Moi par exemple, j'ai envie d'aller aux législatives. Parce que c'est un rendez-vous important avec à la fois les électeurs et les partis eux-mêmes. Et ce serait une manière de couper l'herbe sous les pieds à tous ceux qui disent que l'opinion publique ou les électeurs ne sont pas prêts à élire des personnes dites « arabes » ou d'origine maghrébine par exemple. Tant qu'on ne va pas devant le suffrage

universel, ce ne sont que des hypothèses invérifiables et injustifiables. Pour le faire, il faut y aller et sur des circonscriptions gagnables. Il y a besoin de passer à cette étape supérieure. Dès les Cantonales de 2011 et pour tous les mouvements.

E. I. : Est-ce que vous pouvez préciser un peu plus, au niveau de votre sentiment personnel, cette nécessité de refléter mieux ce que vous appelez la sociologie de la société française. Est-ce que cela veut dire par exemple, pour vous, que vous vous sentez à la fois compétent pour exercer des responsabilités politiques comme tout autre élu ou candidat et en même temps vous ressentez le besoin de représenter une fraction de cette sociologie ? Est-ce qu'il n'y a pas là une ambiguïté possible, voire incontournable ?

A. D. : Non. Pour moi, il n'y a aucune ambiguïté. Depuis gamin, j'ai toujours fonctionné avec le sentiment d'appartenir à la société française mais avec ce que je suis, avec mes origines algériennes dont je suis fière. Il n'y a aucune ambiguïté de mapart là-dessus. J'essaie de porter un message collectif dans mon engagement politique, sur le plan local comme au niveau national

au niveau des réseaux dans lesquels je participe, avec mes convictions et mon regard. Certains peuvent se retrouver en moi, mais je ne revendique en rien le fait de porter une parole qui n'est pas la mienne. Je ne suis évidemment pas naïf, c'est un exercice du pouvoir, il faut ouvrir des postes parce qu'on change les regards. C'est pour cela que notre comportement et nos compétences sont ici importants. Je le vois bien, après une quinzaine d'années d'expériences, les personnes avec qui je discute ne voient pas en moi le Djellal qui a grandi dans le quartier de la Villeneuve, etc., elles voient l'élu, adjoint au Maire de Grenoble, Président du groupe socialiste, etc. Même les jeunes des quartiers, parce que j'en reçois beaucoup de par ma délégation, ils viennent me voir d'abord parce qu'ils se sentent plus écoutés. Donc, je vois bien, ils peuvent avoir leurs attentes ou s'identifier à mon image, mais ce n'est pas une ambiguïté pour moi, c'est le côté accessible de l'élu qui est important. Donc, c'est en fait un ensemble d'ingrédients qui entrent en jeu. Combien même je pourrais bien être représentatif mais si je ne suis pas accessible, cela ne servirait à rien. Donc, pour moi, c'est le côté rassurant,

qualité d'écoute et de contact, etc. qui est important. Sans aucune ambiguïté. Et cela marche aussi bien avec ceux qui sont d'origine quelque chose qu'avec ceux qui sont de souche. Je serai dans l'ambiguïté si je n'ai ce comportement qu'avec certains et pas avec d'autres. Là, je rentrerai dans une démarche très communautaire, ce que je me refuse à faire, parce qu'elle ne correspond pas à ma manière de penser et d'agir, comme je me refuse de penser cela de mes collègues élus, en tout cas les républicains quel que soit leur bord. Les pièges à éviter, c'est justement de renvoyer les personnes reçues ou accueillies à leurs origines. Et cela ne concerne pas que les jeunes issus de l'immigration. Et ce que je trouverai important c'est que la question de la représentativité s'ouvre aux immigrés eux-mêmes. Ce fut une belle réussite pour ce qui concerne les immigrations anciennes, italiennes, espagnoles, etc. Je trouve personnellement que ce serait un symbole fort également que pour les immigrations maghrébines et africaines, les générations qui ont contribué à la guerre et à la reconstruction de la France puissent être éligibles. Ce serait une reconnaissance importante.

Et ils ont des choses à dire. Beaucoup ont tellement de problèmes, que ce soit au niveau de leur statut, de leur parcours résidentiels, de l'accès à leurs droits acquis, aux choix de leur pays de résidence une fois à la retraite, etc. La société n'a pas le droit de les traiter à part et c'est du rôle des politiques aussi de peser sur ces sujets-là. Là, oui je suis plus que sensible, j'estime qu'il faut porter le débat là-dessus, sur le respect que l'on doit aux personnes et à leurs paroles et l'effort politique pour s'occuper de leurs réalités sociales. Et ce n'est pas une ambiguïté là encore, c'est une réalité sociale qui doit intéresser tout élu politique. Ce ne serait pas faire du communautarisme, c'est peser pour faire bouger les curseurs d'une réalité sociale inadmissible. L'ambiguïté serait justement de ne pas s'occuper de ces questions-là de la même manière que les autres !

E. I. : Et quand vous dites que la question de la représentativité des milieux sociaux est aujourd'hui au milieu du gué, comment vous expliquez cela ?

A. D. : C'est une question de pouvoir. Ceux qui ont le pouvoir ne veulent pas le laisser. Surtout quand c'est des enjeux individuels.

Ils ne peuvent pas faire autrement quand c'est des listes mais quand c'est un scrutin individuel, ça devient plus compliqué. On trouvera toujours des prétextes et des justifications pour ne pas laisser sa place, en tout cas pour ne pas mettre certains types de candidats en position éligible. Or, nous sommes dans une société de symboles et il faut des actes symboliques forts à ce niveau. On peut toujours tenir des beaux discours mais il faut des actes.

E. I. : Cette question du pouvoir est générique. Est-ce qu'elle se spécifie par exemple en terme de discrimination quand il s'agit de la représentation issue de la diversité ?

A. D. : Il y a les deux aspects. C'est ce que je disais, certains pensent que les électeurs ne sont pas prêts à élire des représentants d'origine maghrébine ou africaine. Ils ne le disent pas forcément comme ça mais ça revient à ça. Ensuite, c'est vraiment l'enjeu de garder sa place. La question me semble plus complexe que celle de la discrimination au sens strict. Par contre, cela veut dire que, dans les arbitrages nationaux, aux prochaines législatives, il faudra aller chercher des territoires où on sait que les

candidats à la députation présentés pourront être élus. Parce que là, on est dans des rapports de force. Et on sait qu'il peut y avoir des opportunités où ce serait jouable de présenter des candidats de la diversité.

E. I. : Vous êtes en train de dire que l'appareil politique en lui-même est une pièce maîtresse dans cet objectif ou dans cette stratégie.

A. D. : Je pense que dans cette phase, ce sont les appareils politiques qui peuvent changer la donne effectivement. Au sein du Parti socialiste par exemple, je pense que les choses ont suffisamment mûri pour qu'en 2012, il y ait des députés d'origine maghrébine et africaine. Je le pense en tout cas. Ceci dit, la question ou l'attente vaut pour tous les partis. Il n'est plus temps de tout simplement donner des leçons, il faut y aller. Il y a des gens dans les quartiers populaires qui ont les capacités de cet engagement et qui ont les qualités pour devenir de très bons députés. Là, la société pourra changer et les questions qui sont liées à cette dimension de la diversité rentreront mieux dans le droit commun en quelque sorte. C'est un changement structurel qui doit s'opérer là. Comme ce

qui s'est passé au niveau municipal par exemple à Grenoble. Aujourd'hui, le Conseil municipal est divers à tous les niveaux et cela paraît normal.

E. I. : Cela dépend quand même d'une volonté politique d'y aller. C'est différent par exemple de la question de la parité où une loi impose la présentation de listes équilibrées entre hommes et femmes. Cela paraît inimaginable à propos de la question de la diversité ethnique. Ce serait même peut-être anti-constitutionnel. Mais, en même temps, la question de la parité nous enseigne que sans un acte fort, il serait difficile d'aboutir à ce changement structurel structurel dont vous parlez.

A. D. : Oui, mais cela est possible que sur les scrutins de listes. Aujourd'hui, la parité, quand elle est nominale, ce n'est que sur le bon vouloir des partis. N'empêche que pour les législatives par exemple, ce sont les partis qui choisissent de réserver telle place pour une femme ou pas. Et on le voit bien au niveau de la représentation à l'Assemblée nationale actuelle, alors que la loi avait été votée avant, il n'y a pas 50 % de femmes à l'Assemblée. Les femmes ne représentent que

18 % des députés. Quand il s'agit d'élire des individus, c'est plus complexe. La loi ne peut pas intervenir. Sur l'Isère, sur les neuf députés, il y a une seule femme et il se trouve que c'est une circonscription de Grenoble. C'est pour cela que je disais que c'est une question de conviction politique. Si on est pas capable dans nos partis politiques d'avoir les convictions fermes pour changer les choses ce serait à désespérer. Ceci dit, je reste optimiste pour 2012, parce que ce sont des discussions que nous avons, en tout cas au sein du Parti socialiste. Ce serait une étape importante. Mais, c'est un combat de tous les jours. Personne ne pourra faire aujourd'hui le reproche de l'incompétence sur l'expérience municipale. Personne ne peut remettre en question notre engagement militant et politique. Donc, la question des responsabilités exécutives nationales est ouverte. Il faudra maintenant transformer l'essai au-delà de toute velléité simplement de discrimination positive. Le pas est déjà de l'autre côté du gué. C'est un peu comme ce qui s'est passé aux États-Unis où Barak Obama a été donné gagnant avant même l'épreuve de sélection par le vote.

E. I. : Est-ce que vous pensez justement que l'élection de

Barak Obama aux États-Unis a eu une influence sur l'évolution des mentalités politiques en France et en Europe plus globalement ou non.

A. D. : Je pense oui. Je pense honnêtement que nous avons pris là une leçon de démocratie. Nous sommes souvent à critiquer les Américains, parfois à juste titre quand même, mais ils nous ont donné une leçon de démocratie, qu'on le veuille ou pas. Ils sont capables d'élire des Maires noirs, parfois dans des grandes villes, ils ont élu au Sénat et à la Chambre des députés des personnes de toutes origines et de toutes confessions et ils ont élu un Président noir. Nous, on donne tout le temps des leçons mais on attend toujours des Barak Obama à la française. Et c'est une vraie leçon parce qu'il est devant les électeurs, ce n'était pas un arrangement. Ce n'est pas facile comme épreuve. Mais il a su démontré de ses compétences. C'est un homme brillantissime par son parcours et ses études. Il a démontré autrement dit que tous les noirs ou les minoritaires ne sont pas des ratés, etc. Alors, quand on prend une leçon de démocratie comme ça, soit on ouvre les yeux et on se dit que cela est possible aussi ici, au niveau d'une ville,

d'une assemblée nationale ou à un autre niveau, soit on n'a rien compris. Voilà, c'est sur des aspects comme ça que nous avons besoin de changer. On ne peut plus se contenter de paroles, de diagnostics et de parcours individuels qui rassurent, nous avons besoin de poser des actes. C'est le défi que doit relever notamment la gauche globalement. Le temps des alibis est fini. Ce n'est plus une supposée maturité de l'opinion qui décidera à ce niveau, ce sont des actes politiques forts, leurs cohérences et la manière de ne pas se tromper de stratégie. La diversité aujourd'hui c'est tout simplement la société. Il faut arrêter de confondre cette question avec celle de l'immigration, etc. C'est la nation qui est composée comme cela aujourd'hui et il faut que cette diversité soit reflétée dans l'ensemble des ses structures politiques, économiques et autres, et à tous les niveaux ■

